

PREAH VIHEAR

**un site
magnifique
- et une
mauvaise
querelle**

Procès des Khmers rouges: de Nuremberg à Phnom Penh



**qui va
gérer les
chemins
de fer du
Cambodge ?**

Francophonie
*retraite et relance
du français
dans le Sud-Est asiatique*

•
Transport - Transit
entretiens avec deux
professionnels

Enquête sur les salaires • L'Indochine en images

Agriculture: exploiter des terres nouvelles

Procès des KR : de Nu-

Progrès et limites d'une Justice pénale internationale

Le droit d'assistance aux victimes militaires, lors d'un conflit armé, quel que soit l'uniforme des victimes fut, au 19^e siècle, une percée majeure de la conscience universelle. A l'issue de la deuxième guerre mondiale, les Conventions de Genève et leurs protocoles additionnels ont consacré un véritable droit humanitaire concernant à la fois les militaires et les populations civiles. Mais on observe tous les jours à quel point le respect de ce droit demeure une préoccupation de tous les instants. Il en est ainsi parce que trop souvent, dans maints domaines et dans bon nombre de pays, les élites politiques se comportent comme si elles pouvaient agir en dehors du droit, comme si une impunité générale leur était garantie.

C'est pourtant un message contraire que tente d'imposer le droit pénal international. Lui aussi est né, pour l'essentiel, des leçons du deuxième conflit mondial. Le 14 novembre 1945 s'ouvrait à Nuremberg le premier procès mettant en cause un Etat, son régime politique et les principaux responsables politi-

ques et militaires de ce régime. Cet automne s'ouvrira au Cambodge le premier des procès de Phnom Penh au cours desquels seront jugés « les hauts dirigeants du Kampuchea Démocratique et les principaux responsables de crimes et graves violations du droit pénal cambodgien, des règles et coutumes du droit international humanitaire, ainsi que des conventions internationales reconnues par le Cambodge » [(art. 2 de la loi créant les Chambres Extraordinaires dans les Tribunaux Cambodgiens (CETC))].

Entre ces deux procès, la lutte contre l'impunité a fait de réels progrès, même si des centaines de milliers, voire des millions, de victimes n'ont pas eu droit à une décision de justice frappant leurs bourreaux.

Si la barbarie nazie fut jugée à Nuremberg, si le militarisme nippon fut jugé à Tokyo, si les innombrables crimes ethniques et religieux commis dans l'ex-Yougoslavie (TPIY) sont jugés à La Haye et si le génocide rwandais est jugé à Arusha (TPIR), que de crimes de guerre, que de crimes contre l'humanité sont restés impunis ! Pour ne citer que quelques exemples, rappelons quand même que les crimes contre l'humanité perpétrés massivement au nom du communisme dans plusieurs pays et pendant plusieurs décennies sont restés à ce jour totalement impunis ; les crimes du franquisme sont restés impunis ; les crimes perpétrés par l'armée américaine au Cambodge, au Laos et au Vietnam sont restés impunis ; les violations du droit humanitaire et les crimes contre l'humanité perpétrés par l'armée israélienne au Liban et dans les territoires palestiniens sont restés impunis. Et la liste est loin d'être complète, que ces crimes aient été commis au nom d'une idéologie politique, d'une race, d'une religion ou de la volonté de puissance d'une nation.

C'est en fait une justice pénale internationale à la carte qui a été rendue. Au nom des opportunités du moment et des rapports de forces au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU. Mais une justice à la carte, est-ce déjà la justice ?

Si on veut bien se concentrer sur la partie à moitié pleine de la bouteille, on notera qu'en dépit de ces limites à la lutte contre l'impunité, la codification du droit pénal international s'est enrichie. Et un immense pas a été franchi lorsqu'on est passé de tribunaux pénaux internationaux *ad hoc*, créés au cas par cas selon l'arbitraire du Conseil de Sécurité de l'ONU – et les CETC, malgré leur caractère hybride, entrent dans cette catégorie – à une Cour Pénale Internationale (CPI) dont il faut déplorer que des Etats qui se présentent comme des modèles de démocratie, les Etats-Unis et Israël – refusent d'y adhérer.

Les procès de Phnom Penh s'inscrivent dans ce processus inachevé de lutte contre l'impunité. Une lutte d'autant plus indispensable que le « plus jamais ça » lancé par Hartley Shawcross, le procureur général britannique à Nuremberg, n'a malheureusement pas été entendu.

Les CETC

Pourquoi avoir attendu aussi longtemps pour juger les dirigeants Khmers rouges dont 6 parmi les plus importants sont décédés ? C'est une question souvent posée par ceux qui ignorent ou feignent d'ignorer les responsabilités occidentales dans ce retard. Ils passent sous silence le refus, pendant dix ans, de tout procès par les Occidentaux et la Chine. Ils passent sous silence l'échec de l'ONU à pacifier le pays et à mettre fin à l'existence de zones contrôlées par les Khmers rouges, ce qui fut laissé aux autorités cambodgiennes et réclama une autre décennie. Ils passent sous silence la difficulté à trouver une forme de tribunal répondant aux préoccupations des uns et des autres.

Pour les autorités cambodgiennes, puisque les crimes commis

Élections législatives: les leçons de l'expérience

Pronostics: PPC en tête, PSR bon second.

Le PPC connaît parfaitement la façon de gagner: d'abord, rien qui puisse prêter à critiques. Pas de violence -assassinats, intimidations, menaces- elle crée des ennemis, elle donne une image détestable, et elle fournit des armes très efficaces à l'opposition.

En revanche, tous les efforts sont faits pour créer une ambiance favorable. Le PPC jour après jour se donne une image constructive (canaux, routes, ponts, écoles ...), autoritaire pour maintenir la paix sociale, mais bien dosée, généreuse avec distributions de diplômes et de cadeaux, en bonnes relations avec les gens importants, responsables des pays voisins, investisseurs, donateurs. On voit constamment un PM qui passe très bien à la télé. On attribue facilement au PPC le développement rapide du pays.

Tout est fait pour séduire les gens simples: le PPC est le plus fort, à Phnom Penh comme dans les villages, il est efficace parce qu'il a de l'expérience, et il fait des cadeaux. Ce dernier argument est très fort, surtout dans les campagnes, où les PPC locaux organisent des réunions de jeunes, où les distributions de tee-shirts, de casquettes, de sarongs vont bon train.

Pour être dans l'opposition, pour penser que «les choses pourraient aller mieux avec d'autres dirigeants» (idée si simplement admise dans les vieilles démocraties), pour résister à la tentation de rejoindre le PPC (qui récompense les responsables qui changent de camp), il faut faire un considérable effort d'imagination, d'indépendance vis-à-vis du pouvoir, qui n'est pas dans la culture traditionnelle des Cambodgiens, il faut du courage.

Le Parti de Sam Rainsy a certainement des arguments qui pèsent: le développement rapide génère beaucoup de dégâts collatéraux, paysans spoliés notamment, et gens qui ne bénéficient en rien d'une croissance «à deux chiffres»; il peut dire que la corruption prive le gouvernement de moyens importants.

D'une façon plus générale, le PSR observe très justement que la société change vite, qu'elle comporte une très forte proportion de jeunes qui peuvent souhaiter de nouveaux dirigeants, un système de gouvernement différent, plus de transparence dans les réseaux du pouvoir, dans les alliances entre la politique et le business. C'est pourquoi le PSR a réalisé au cours des élections passées des progrès remarquables.

Reste que le pouvoir est très fortement implanté, organisé, qu'il est bon stratège, et que le Cambodge, objectivement, se développe. Il y a beaucoup d'investisseurs, certains très importants. Ils apprécient par dessus tout la stabilité politique.

L'idée générale se résume à « pas de vagues, pas de risques, pas d'aventure ». Selon les cas: s'accorder du système existant, l'améliorer, en profiter, plutôt que d'en changer. C.n.

remberg à Phnom Penh

l'ont été par des Cambodgiens, que les victimes furent cambodgiennes et que les faits se sont passés au Cambodge, les procès devaient se tenir au Cambodge et dans la langue du pays. On ne peut qu'approuver. Quel eut été l'impact pour le travail de deuil des survivants et la nécessaire information de la jeunesse d'un tribunal délibérant en anglais à La Haye ?

Pour les représentants de l'ONU, une autre préoccupation, tout aussi légitime était le nécessaire respect de standards juridiques internationaux (toutefois, on remarquera au passage que les gouvernements les plus exigeants sur ces questions étaient ceux qui, depuis, au nom de la lutte contre le terrorisme, bafouent allègrement certains de ces standards).

Il a donc fallu mettre au point un tribunal hybride, composé, à tous les stades de la procédure, depuis la mise en accusation jusqu'à l'instance d'appel, à la fois de magistrats cambodgiens et de magistrats internationaux, ces derniers disposant d'une capacité de bloquer le processus en cas de non satisfaction des critères internationaux. La mise au point d'une telle formule a réclamé plusieurs années de négociations.

Mais depuis juillet 2007, les CETC sont opérationnelles. Elles ont fait arrêter cinq personnes. L'instruction a été menée à bien pour un des cinq accusés. Elle est en cours pour les quatre autres et d'éventuelles arrestations d'autres personnes ne sont pas exclues.

Les limites des procès de Phnom Penh

Sachant quelle serait la position à la fois de la Chine et des Etats-Unis au Conseil de sécurité de l'ONU, le gouvernement cambodgien, en 1997, a demandé l'assistance de la communauté internationale pour juger les crimes commis au Cambodge par les principaux dirigeants du Kampuchea Démocratique entre avril 1975 et janvier 1979. Une procédure judiciaire portant sur une période plus large n'avait aucune chance de recevoir l'appui du Conseil de Sécurité.

Ainsi donc, échappent à la justice les tentatives américaines de déstabiliser le gouvernement du Cambodge pendant les années soixante ; les bombardements américains commencés dès 1969 contre un pays avec lequel les Etats-Unis n'étaient pas en guerre, le rôle des USA dans le coup d'Etat de mars 1970, le soutien de la Chine au Kampuchea Démocratique entre 1975 et 1979 et la responsabilité de milliers de conseillers chinois associés aux travaux forcés infligés au peuple cambodgien, le rôle de la Chine, des USA, des pays de l'Asie du Sud-Est et de l'Europe occidentale dans la reconstitution et l'approvisionnement de l'armée de Pol Pot après 1979 et dans l'isolement d'un Cambodge dévasté par la guerre et exsangue suite au régime des Khmers rouges.

Une autre limite des procès de Phnom Penh n'est pas sans conséquence : seuls des individus sont jugés. A Nuremberg, l'acte d'accusation invoquant une organisation criminelle commune mettait en cause, outre 24 dirigeants, le gouvernement du Reich, la direction du NSDAP (le Parti nazi), la SS, la SD, la SA, la Gestapo ainsi que l'Etat-Major général et le Haut Commandement de l'armée allemande en tant qu'organisations et groupements criminels. A Phnom Penh, ni le gouvernement présidé par Pol Pot, ni le Comité Permanent du Comité Central du Parti Communiste du Kampuchea, véritable centre du pouvoir, ni l'appareil de sécurité (le Santebal) ne sont désignés comme des organisations criminelles. Le Santebal comptait 196 centres de sécurité. Il n'y a qu'un responsable d'un tel centre à être jugé.

Enfin, ultime limite, sauf si elles sont abordées par des experts cités à la barre, les raisons politiques, économiques et sociales qui, avant 1970, ont poussé tant d'intellectuels dans les bras du communisme et les principales sources d'inspira-

tion du communisme cambodgien ne seront pas examinées comme éléments d'explication de la tragédie.

Il résulte de ces différentes limites que la question « pourquoi ? » qui hante tant de Cambodgiens et leurs amis de par le monde risque de ne trouver qu'une réponse partielle au terme des procès de Phnom Penh.

Des procès de Phnom Penh utiles, si ...

En dépit de ces limites, et contrairement à ce qu'exprime un certain scepticisme à la fois chez certains Cambodgiens et observateurs occidentaux (qui avaient décrété que les principaux dirigeants ne seraient jamais arrêtés et que la procédure ne commencerait jamais), les procès de Phnom Penh sont d'une très grande utilité.

Tout d'abord, comme déjà indiqué, parce que ces procès s'inscrivent dans le cadre d'une lutte mondiale contre l'impunité et que cela suffirait déjà à les justifier.

Ensuite, parce qu'il n'est pas possible de continuer, au Cambodge, à condamner des gens pour des délits mineurs et laisser impunis les principaux acteurs encore en vie d'un régime qui a fait de l'élimination physique (par la famine, par l'épuisement, par l'extermination) une méthode de gouvernement.

En outre, il ne faut pas sous-estimer l'influence que le respect de procédures de droit par les CETC peut avoir sur la question de l'impunité au Cambodge même. C'est un pays dont il ne restait que 9 magistrats en 1979, dont la Faculté de Droit a été ré-ouverte il y a moins de vingt ans, dont la culture du respect de la règle est extrêmement ténue et qui avance avec beaucoup de difficultés sur le chemin de l'instauration d'un Etat de droit. Une procédure judiciaire exemplaire peut fournir une leçon pratique.

Enfin, et ce n'est pas le moins important, il est indispensable que la vérité historique soit dite. Dans un pays dont 60% de la population sont nés après le régime des Khmers rouges, où cet épisode tragique n'a fait jusqu'ici l'objet d'aucun enseignement dans les écoles, il est indispensable que les responsabilités de la barbarie soient clairement attribuées. C'est important parce que beaucoup de jeunes Cambodgiens ne parviennent pas à concevoir que des Cambodgiens aient pu organiser l'élimination d'autres Cambodgiens. C'est important aussi parce que la propagande du mouvement polpotiste attribuant les massacres aux Vietnamiens, a continué pendant les vingt ans qui ont suivi leur chute à être diffusée par leur radio. C'est important enfin parce qu'il se trouve des démagogues prompts à instrumentaliser la mémoire des victimes et la douleur des survivants à des fins bassement politiciennes.

On s'en rend compte, l'utilité des procès passe en fait par un intense travail de communication avec le public, un travail inédit, car les précédents procès du même genre (TPIY et TPIR) n'ont pas lieu là où vivent les survivants. Pour que la procédure judiciaire puisse servir d'exemple, il faut qu'elle soit expliquée. Pour que les audiences du procès soient comprises, il faut que le public soit préparé. Pour que la vérité historique soit établie, il faut que les éléments de preuve soient clairement présentés. Or, il n'y a pratiquement aucune initiative des autorités cambodgiennes dans ce sens. Et ce que fait dans ce domaine la partie onusienne des CETC, qui est loin d'être négligeable au demeurant (on visitera utilement le site <http://www.eccc.gov.kh>), n'atteint pas encore l'ampleur nécessaire pour toucher le grand public.

Il reste beaucoup à faire pour que les procès de Phnom Penh entrent dans l'Histoire comme une étape positive dans la lutte contre l'impunité.

Cicéron

(un devoir de réserve empêche l'auteur de cet article de le signer)

Preah Vihear



**d'abord l'inscription au patrimoine mondial
ensuite la frontière**

A Québec, le 6 Juillet, le Comité du Patrimoine Mondial, composé des représentants de 21 pays, va examiner une nouvelle fois le dossier du Cambodge qui demande l'inscription du temple de Preah Vihear sur la « liste du patrimoine mondial ». Pour obtenir l'inscription, il faut remplir deux conditions: que le site soit reconnu comme ayant une valeur exceptionnelle; et que sa bonne gestion soit assurée.

Ce n'est pas l'UNESCO en tant que telle qui fait l'évaluation, nous rappelle M. Teruo Jinnai, représentant de l'UNESCO au Cambodge, mais dans chacun des pays

Frontière: pour plus tard

La délimitation de la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande (805 km au total) a été faite en 1909—1910, et de façon plus précise en 1919-1920 avec des bornes en béton armé, avec des documents bien faits, des procès verbaux, des planches d'indications topographiques que l'on possède aujourd'hui. 73 bornes ont été placées.

Cependant, sur le secteur Est de la frontière, entre les trois frontières (col de Preah Chambok) et Anlong Veng, où se trouve Preah Vihear, aucune borne n'a été posée. *« On prend donc pour base la carte de la commission mixte franco-siamoise des sept secteurs (...) les cartes à l'échelle 1/200 000ème produites par les commissions mixtes franco-siamoises, Convention franco-siamoise de 1904 et traité franco-siamois de 1907. La carte dite «Annexe 1» fait explicitement partie partie du jugement de La Haye.*

« Concernant Preah Vihear, faut-il plus de bornes pour préciser le tracé de la frontière dans cette zone ? C'est le travail des techniciens de la Commission mixte ». (source : Var Kim Hong, *cn* 257).

En tous cas pour la réunion de Québec il a donc été convenu par les deux parties que l'on ne parlerait pas de la frontière indiquée dite « Annexe 1 » de la Convention de La Haye, ni de la revendication qui semble toute récente de la Thaïlande sur une zone située dans le Nord-Ouest du temple: elle ferait passer la frontière nettement plus au Sud que le tracé de l'Annexe 1.

Les deux cartes figurent dans le document de 45 pages que vient de publier la présidence du conseil des ministres du Cambodge (Juin 2008). Il pourrait y avoir là matière à discussions futures pour la Commission mixte chargée du tracé des frontières.

membres des gens choisis pour leurs compétence particulières en archéologie, en architecture, dans les domaines de l'environnement, de la société ...

Il y a déjà longtemps que le Cambodge travaille à cette inscription: la première demande du Premier ministre date de 2001. L'Unesco y a répondu en 2002, demandant un dossier, et c'est en 2006, à Christchurch que ce dossier a été soumis au Comité du patrimoine mondial de l'Unesco.

L'intérêt exceptionnel de Preah Vihear a été reconnu lors de cette réunion. Mais les experts ont jugé difficile la question de la frontière soulevée par la Thaïlande. En Juillet 2007 le Comité a demandé que le Cambodge : 1. renforce la conservation; et 2. améliore le plan de gestion. Depuis une Autorité Nationale pour Preah Vihear a été créée au sein du Conseil des ministres, présidée par M. Ty Yao. Elle vient de publier, mi-Juin, une brochure très documentée qui comporte des explications claires, les textes de base, des photos, des cartes.

inscription et frontière: des dossiers séparés

La grande décision prise par les deux pays concernés a été de déconnecter la question de l'inscription de celle de la frontière. On reconnaît maintenant que les deux dossiers doivent être traités séparément.

C'est l'effet d'une ultime discussion de 10 heures entre les deux parties, qui a eu lieu le 22 Mai, accord officiellement signé le 18 Juin, nous dit Teruo Jinnai.

Ces deux pages, et la carte jointe à ce bref document remplacent les accords et les cartes précédentes: la carte qui était jointe à l'arrêt de la Cour de Justice de La Haye (15 Juin 1962) et celle que venait de publier la Thaïlande, indiquant la vaste surface qu'elle revendiquait (*encadré ci-contre*).

Ce document et la nouvelle carte sont destinés à calmer l'opinion, éviter de donner sujet à critiques à réactions passionnelles à la veille de la réunion de Québec.

au patrimoine mondial

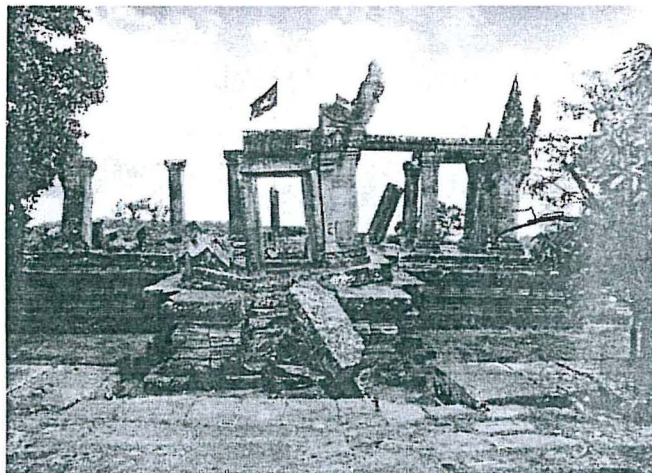
A la base de la décision de séparer la question des frontières et celle de l'inscription au patrimoine mondial, une observation de bon sens: voilà plus de 40 ans que le tracé de la frontière doit être précisé. Ce tracé, dans son détail, revient à la Commission mixte chargée de la question des frontières pour le Cambodge, présidée par M. Var Kim Hong (voir encadré).

L'inscription du temple de Preah Vihear au patrimoine mondial, 11 ha, au contraire ne pose pas de problème majeur, les deux pays se sont mis d'accord. La Thaïlande aurait voulu que le dossier d'inscription soit déposé conjointement par les deux pays. Mais la demande d'inscription est l'initiative du Cambodge, et il s'agit d'un site qui lui appartient.

L'important est que Preah Vihear soit classé sans tarder parce que certaines parties demandent des soins d'urgence, nécessitant une assistance technique et financière.

Donc, selon le processus convenu, on procède à l'inscription, et on remet à plus tard la question de la frontière, qui n'est pas de la compétence de l'Unesco. A Québec il ne sera pas question de la frontière, nous confirment fin Juin Phay Siphon, porte-parole, et Pen Nguon Conseiller du Conseil des ministres.

La zone protégée qui s'étend tout autour du temple lui-



construction nuisible puisqu'il s'agit du Parc National de Prah Vihear (carte ci-contre). Il n'est donc pas nécessaire d'établir une « zone tampon » côté thaïlandais.

La zone protégée s'étendra jusqu'à une distance de 30 m autour du site, selon la loi cambodgienne (en France: 50 m), les deux pays en sont d'accord.

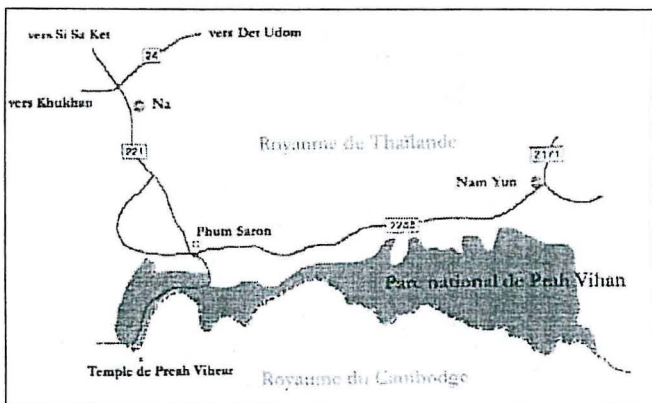
Côté cambodgien, la protection du site comporte trois zones, destinées protéger la vue que l'on a sur la plaine qui s'étend au pied de la falaise (carte en 259).

- La zone 1: appelée la « zone centrale», elle s'étend sur toute la partie haute de la montagne sur laquelle le temple de Preah Vihear est situé et ce, jusqu'à une distance de 500 mètres en contrebas du temple. Il s'agit du périmètre du bien propose.

- La zone 2: appelée « zone tampon», elle correspond au paysage environnant le site et à l'environnement naturel. Elle est délimitée au nord par la frontière avec la Thaïlande, à l'Ouest par la route partant du pied de la montagne (village de Phum Ko 1), à l'Est par un « cône de vue » de 60 ° et de 5 km de rayon.

- La zone 3: appelée « zone satellite», elle est réservée au développement économique et social en préservant le mode de vie traditionnel et les activités de la population vivant dans cette zone. Elle est protégée au titre de patrimoine culturel et naturel et fait l'objet de mesures visant au développement durable et à l'étude de l'impact sur l'environnement.

Pour la conservation: lorsque Preah Vihear aura été inscrit au patrimoine mondial, le site entrera automatiquement dans un système de gestion collégial, comme le Parc national



même: c'était un problème tant que cette zone était liée au tracé des frontières. Ce n'est plus le cas.

Lors d'une réunion au Centre du patrimoine mondial à Paris, les deux pays ont demandé si l'on pouvait inscrire le temple au patrimoine sans « zoning ». Réponse: oui.

Du côté thaïlandais, il y a déjà protection contre toute



Si vous êtes en quête de service financier et bancaire au Cambodge ne cherchez plus, La Canadia Bank offre une multitude de services dont:

- * Comptes d'épargne et dépôt à terme
- * Comptes courants
- * Privé / Personnel
- * Prêts commerciaux
- * Prêt PME
- * Devises et Change
- * Cartes de Crédit Internationales
- * Prêts Immobiliers
- * "Money-Gram"
- * Chèques voyage
- * Chèque Banquier et Traités bancaires
- * Trade Finance
- * Remittance
- * Guichets Automatiques

NOUVEAU !

Le Compte Junior Canadia Bank

9,6 % pour 2007
Prévoyez pour le futur de votre enfant aujourd'hui!

cadeau : un lingot d'or pour les 1000 premiers clients



Pour plus de renseignements, contactez dès maintenant: le (855) 23 215 286 ou visitez : www.canadiabank.com

Preah Vihear au patrimoine mondial

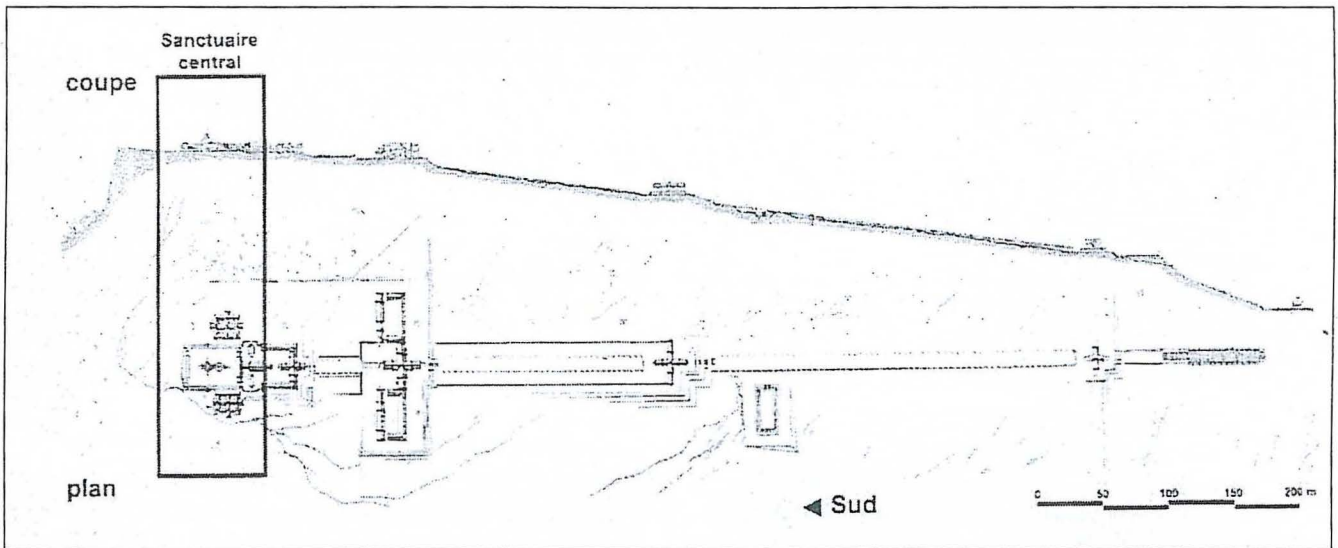
d'Angkor, explique M. Phay Siphon, Il y aura un CIC, *Comité International de Coordination* (distinct du Comité de l'Unesco) composé des représentants des pays et des organismes (comme l'ICOMOS *Conseil international des monuments et des sites*) qui apportent leur assistance technique, financière, au site de Preah Vihear. Il serait tout à fait naturel que la Thaïlande fasse partie de ce CIC.

L'inscription entraîne des contraintes, comme l'obligation pour les membres du CIC de se conformer aux standards internationaux figurant dans la Convention du patrimoine mondial (ils concernent par exemple la maintenance des sites, la signalétique, le lien entre culture et nature), l'obligation de se conformer aux Chartes (dont la plus célèbre est la Charte de Venise qui établit les grands principes de la conservation), l'obligation d'informer tous les Etats qui en font la demande et de publier des rapports, de faire régulièrement rapport à l'Unesco. L'inscription apporte aussi des avantages très substan-

tiels, l'assistance –intellectuelle, technique, financière– de pays qui s'impliquent en faveur du site, et celle d'autres organisations culturelles mondiales comme le *World Monument Fund*, l'*International Union for Conservation of Nature*, ...

Pour la gestion: les Thaïlandais ont avancé l'idée d'une gestion commune. il est convenu que le projet de gestion du site et de ses environs sera soumis au Centre en 2010. Il y aura sans doute un organisme, une autorité équivalente à l'APSARA pour le Parc archéologique d'Angkor. « *Les négociateurs doivent continuer à parler avec bonne volonté et patience, comme ils le font déjà* », dit Teruo Jinnai.

En attendant on cherche à calmer le jeu. Des deux côtés l'opinion publique est très sensible, avec des gens qui souvent ne connaissent pas la question, et qui ont une sensibilité patriotique très développée, parfois démesurée.



L'Indochine en images

C'est le titre d'un coffret qui contient trois CD / DVD ROM, résultat de plusieurs années de recherches, de repérages, et de reproductions photographiques, une publication de la Bibliothèque Nationale du Cambodge, réalisée dans le cadre du programme VALEASE, *Valorisation de l'Ecrit dans le Sud-Est Asiatique*. Ce coffret a été présenté le 20 Juin par J.J. Donard en présence de l'Ambassadeur de France J.F. Desmazières.

Cambodge, Laos, Vietnam: il y a là au total dix mille photos, reproduisant autant d'illustrations d'environ 1000 livres anciens édités depuis les débuts de la conquête de la région par les Français jusqu'en 1935 et figurant jusqu'à présent dans les collections des bibliothèques de la péninsule indochinoise. Certains livres n'avaient jamais été réédités depuis leur première publication, certains documents très détériorés ne pouvaient plus être consultés: c'est un trésor qui est mis là à



S. M. Sisuwath



la disposition des chercheurs, des historiens, des curieux.

Dessins, photos, gravures: c'est bien sûr l'Indochine vue par les Français qui est présentée ici, mais dans l'immense majorité des cas sans aucun biais politique: ces documents provien-



nent de travaux souvent de grande valeur, la plupart mal connus ou ignorés. Ils servent aujourd'hui la mémoire, enrichissent les connaissances dans mille domaines. C'est un legs dont personne ne peut contester l'utilité.



la réhabilitation des chemins de fer: brouillard et traverses

n'est pas encore choisi), alors qu'il est le premier concerné par les choix qui assureront la bonne rentabilité du réseau ferré.

Faire monter les camions sur les wagons ? Le ferroutage suppose des investissements en infrastructures, et du matériel roulant spécifique, cher ... On ne peut rien décider sans le gestionnaire du réseau.

La réhabilitation des chemins de fer a été décidée, elle est financée par l'ADB, et les travaux ont commencé: voilà trois bonnes nouvelles.

Cette réhabilitation est plutôt, pour l'instant, un sac d'embrouilles. Mais le succès final, dit Paul Power, expert et conseiller du gouvernement, est certain.

Difficultés ? On peut commencer par le **financement**. Déjà lorsque le contrat de réhabilitation des voies a été signé par l'entreprise française TSO, en janvier 2007, la somme allouée aux travaux, 52 millions de dollars, ne permettait qu'un travail « à l'économie », nous disait le chef de projet Gilles Goepfert (cn 263). On ne pouvait que *conforter* (ou rafistoler) l'existant. Pour bien faire il fallait environ 120 millions, nettement plus du double. Mais les données ont changé. Les prix de toutes les matières premières ont fait un bond (les carburants, l'acier qui a monté de 40 % en deux mois ...), la valeur du dollar a diminué, le coût de la main d'œuvre augmente (elle est payée 2 \$ par jour, elle en demande le double). « Il y a heureusement dans le contrat une clause de révision. Il faut que nous en discutions avec le gouvernement notre partenaire, et qu'il obtienne de nouveaux crédits; faute de quoi nous devrions abandonner l'entreprise. Nous ne pouvons pas travailler à perte ! »

Les travaux: ils ont effectivement commencé sur le tronçon de Sisophoan à Poipet. Avec certaines difficultés. Il y a des lenteurs dans le financement, les deux compagnies thaïlandaises qui travaillaient en joint venture avec TSO ont disparu ... Cependant « on a défriché la plate-forme, les ingénieurs sont arrivés, on peut maintenant travailler et on est en somme bien parti », dit G. Goepfert.

Reste tout de même pour cette section des problèmes sur environ 7 km. On ne sait toujours pas où sera située la gare de Poipet à la frontière de la Thaïlande. L'emplacement est occupé par un marché. Il faudra pourtant une gare de voyageurs, et des entrepôts pour le fret ... Les dédommagements des gens qui devront être déplacés, et les taxes locales, 15 millions de dollars, sont prévus dans le contrat initial. Cette opération aurait dû être préparée depuis longtemps ... et en période d'élections, rien ne se passe.

Un autre problème non résolu: **la desserte du port de Sihanoukville par la voie ferrée**. Le Port autonome de Phnom Penh ne souhaite pas que la voie ferrée arrive jusqu'au bord du quai pour y recevoir les containers débarqués des bateaux, parce que cela créerait des engorgements.

Mais l'emplacement choisi pour le terminal ferroviaire s'y prête mal, cher à installer; il y en aurait de meilleurs dit Gilles Goepfert.

Le choix de l'emplacement a été fait par le Port autonome, l'ADB et la Jica, en l'absence du futur gestionnaire de la voie ferrée

(qui

qui va gérer les chemins de fer du Cambodge ?

Il a été décidé que ce serait une gestion privée. Après appel d'offres, deux candidats avaient été retenus: TSO SA / Vecturis, franco-belge, et Toll, compagnie australienne, qui a gagné l'appel d'offres. Les discussions se poursuivent entre Toll et le gouvernement, nous dit Paul Power. Toll, qui pense perdre de l'argent pendant au moins un an (1 million, 1,5 million de dollars ?) voudrait obtenir une assistance financière du gouvernement, une assurance en cas de pertes ... ou bien des terrains qui appartiennent en principe aux chemins de fer et qui ont beaucoup de valeur. Mais le statut de ces terrains, certains vendus, d'autres loués est incertain. On fait des recherches. On peut imaginer aussi d'allonger la durée de la concession, qui est en principe de 30 ans. La réponse de Toll devrait intervenir en juillet nous dit Paul Power.

Ce qui intéresse Toll (qui gère un vaste réseau de transports ferroviaire et maritime dans le Sud-Est asiatique, qui est installé en force à Singapour), c'est que l'utilité de cette voie ferrée est évidente, sa rentabilité à long terme plus que probable. Il y a au Cambodge un lobby routier ? Il ne peut rien contre le fait que le rail est beaucoup plus économique que la route pour les pondéreux, pour les marchandises à faible valeur unitaire: la cimenterie de Kampot est le premier client évident (20 wagons peuvent charger 1000 tonnes !), il faut le desservir en priorité, comme aussi le pétrole. Il y a un potentiel de 350 000 containers / an à Sihanoukville. Il y aura nécessairement un accord avec le Port. Et il y aura encore la liaison ferroviaire avec la Thaïlande, la Malaisie, Singapour. Plus tard avec le Vietnam.

Qui sera le gestionnaire ? On peut faire plusieurs hypothèses:

- Toll, directement, s'il obtient de bonnes conditions. Ou bien, en fait, son associé Royal Group avec des experts de Toll pendant plusieurs années.

- en cas de retrait officiel de Toll, le gestionnaire devrait être en bonne logique TSO / Vecturis, dont l'appel d'offre avait été retenu (et qui était même arrivé en tête selon certains observateurs). TSO / Vecturis a-t-il de bonnes chances d'être choisi ? « Jusqu'à réponse était oui, dit Gilles Goepfert. Aujourd'hui je ne sais pas, on a t -



En tous cas le futur gestionnaire, par exemple Vecturis,

qui a une bonne expérience africaine de gestion de lignes ferroviaires dans un pays en développement, aura à éclairer les points encore non précisés et notamment:

- les gares (les reconstruira-t-on là où elles ont existé ?);

- les emprises (les terrains qui appartiendront au gestionnaire, autour des gares, et les entrepôts à Phnom Penh notamment), qui jouent un grand rôle dans la rentabilité du système;

- la desserte de Sihanoukville. Il faut discuter avec les autorités du Port autonome et trouver la meilleure solution, la plus rentable. Les intérêts du port et celui du chemin de fer sont évidemment liés.

« En fait je souhaiterais une gestion commune du Port, dit Gilles Goepfert, ce serait la meilleure façon de travailler ensemble dans l'intérêt commun ».

- troisième hypothèse: on remet tout à plat, on lance un nouvel appel d'offres ... que pourrait bien gagner un concurrent chinois, malaisien ...

Précédents articles sur le dossier Chemins de fer : cn 223, 239, 246, 247, 248, 251 (« Réhabilitation avec beaucoup de traverses », 263 (« On va conforter »).

FRANCOPHONIE

retraite ... et relance du français dans le Sud-Est asiatique

La relance de la langue française en Asie du Sud-Est, c'est-à-dire dans les trois pays les plus francophones, Cambodge, Laos, Vietnam, est-ce une bonne cause ? Une charrette qu'il vaut la peine de pousser ? La question peut se poser. La situation est assez morose.

Le français recule. Devant l'anglais ce n'est pas nouveau, devant le chinois, on le sait bien. Mais maintenant apparaissent de nouveaux concurrents, le japonais, le coréen, en plus naturellement du thaïlandais, du vietnamien. Ces langues sont, elles, dans une phase conquérante, à l'aube d'une expansion qui devrait être pour le long terme.

Au cours des 4 dernières années le français a reculé de 18 % au Vietnam, où il n'a plus que 1,9 % « d'impact ». Au Cambodge, il a reculé de 38 %, les apprenants le français dans le système scolaire public, qui étaient 92 800 en 2004-2005, ne sont plus aujourd'hui que 42 314, soit 5 % du total. Avec d'ailleurs de fortes variations selon les provinces: l'enseignement du français a disparu des provinces du nord par exemple. Il résiste mieux et même progresse un peu à Kompong Cham, à Battambang.

Au Laos, le français a reculé d'environ 10 %.

Il n'y a pas là de quoi s'étonner: les trois pays ne dépendent plus depuis longtemps de la France lointaine, ni pour leur administration ni pour leur économie. Ils s'intègrent à grande allure dans le business international, où l'anglais domine, où sa pratique est obligatoire, et dans l'économie régionale où c'est certainement un plus pour les Cambodgiens que de pratiquer le chinois, le japonais, le coréen ...

Et pourtant, la machine francophone ne renonce pas. Une enquête approfondie réalisée au Cambodge en novembre 2007 auprès des parents, des enseignants, des chefs d'établissement montre qu'il existe une demande de français. Cela confirme les observations précédentes:

les classes bilingues

Créées en 1994, les *classes bilingues* sont pratiquées actuellement dans 16 établissements scolaires, dans 7 provinces. Elles comptent en 2008, 3 200 élèves; environ 120 professeurs.

Elles consistent à proposer dans le secondaire des établissements de l'Etat, de la 8ème à la 12ème (élèves âgés de 12 à 18 ans), 10 heures de français par semaine, dans les matières maths, physique, biologie et français; soit en six ans un total de 1 800 heures.

88 % des élèves des classes bilingues viennent de province.

C'est un succès reconnu: les élèves issus des classes bilingues, c'est-à-dire, pour l'année 2007-2008, 3 020 élèves (sur 42 314 apprenants le français dans l'enseignement public) sont parmi les meilleurs, avec un taux de réussite aux examens très élevé: 99 % réussissent le brevet des collèges; 96 % ont réussi le bac khmer en juin 2000 (pour une moyenne nationale de 67 %).

Il sort du système classes bilingues environ 300 élèves par an. 34 % vont à l'université. Le taux de réussite aux concours d'entrée à l'Université est plus de 3 fois supérieur au taux normal.

Ces bons résultats ne sont d'ailleurs pas surprenants pour des élèves qui ont été sélectionnés, dont les professeurs ont été sélectionnés, et qui ont été aidés remarque Paul Lambiotte, chef du projet classes bilingues pendant de nombreuses années (cn 172).

Côté universités (Sciences Eco, Droit, ITC, Education, Médecine ...), environ les trois-quarts des nouveaux élèves viennent des classes bilingues, nous dit Anne-Cécile Richard, chargée de mission au SCAC. La France attribue à ces étudiants une centaine de bourses chaque année, dans diverses universités françaises, le plus souvent à Lyon 2, mais aussi à Rennes, à Paris, Caen, Grenoble, Toulouse, Montpellier, La Rochelle, d'une durée de 1 à 3 ans selon les disciplines. Les diplômes obtenus sont les diplômes français.

« Il reste un vivier de gens, à peu près stable, qui demande le français. On ne sent pas le français menacé de disparition », nous disait en mars 2007 le responsable de l'antenne AUF (Agence Française de la Francophonie) au Cambodge.

Donc la défense et la relance du français s'organisent, pour la première fois dans un cadre régional: c'est le projet **Valofrase**,

Valorisation du Français en Asie du Sud-Est, créé en août 2006. Le concepteur et chef de projet William Domingo nous l'avait exposé en février 2007 (cn 250); il fait ici le point, deux ans après sa création.

entretien avec
William Domingo
chef du projet Valofrase

L'idée générale: fédérer, conjuguer les efforts des organismes existants. Ce n'est pas simple, parce qu'ils sont divers. L'enseignement de la langue française dans les trois pays concernés, c'est l'affaire:

- des trois gouvernements (de leurs ministères de l'Education);

- de la Francophonie, organisme international qui compte 65 pays (dont, actifs en ce qui concerne le Cambodge, outre la France, la Wallonie-Bruxelles et le Canada-Québec), avec plusieurs branches, l'AIF, Agence Internationale de la Francophonie (ex-ACCT), et l'AUF, Agence Universitaire de la Francophonie;

- du ministère des Affaires étrangères français (qui est de loin le principal financier des opérations), avec dans chacun des trois pays concernés un SCAC (*Service de Coopération et d'Action Culturelle*)

Il y a évidemment des divergences et des rivalités lorsqu'il s'agit de définir le programme et de répartir les moyens financiers, des résistances, et beaucoup de déperdition d'énergie, nous dit un observateur critique.

Cependant William Domingo est optimiste pour l'avenir du français.

Cambodge: vers la refondation de l'enseignement du français

S'agissant du Cambodge, la première étape a consisté à faire une enquête précise dans les **16 établissements d'enseignement secondaire, situés dans 7 provinces**, qui comptent des « classes bilingues », instrument principal de l'enseignement du français (*voir encadré*). Experts cambodgiens et français ont interrogé les enseignants, les parents, les chefs d'établissement ... Cette enquête de deux mois a conduit à la mise au point d'un nouveau programme qui est, dit W. Domingo « une refondation de l'enseignement du français au Cambodge ». Une convention a été signée entre la France et le

Valofrase: trois pays, huit partenaires

Dans chacun des trois pays existe une « cellule d'appui ». Au Cambodge: environ 20 personnes, les représentants des organismes concernés: département des études francophones de l'Université Royale (URPP), URDSE (*Université Royale de Droit et de Sciences Economiques*), ITC (*Institut de Technologie du Cambodge*), département Sciences du langage de l'URPP, Centre Culturel Français, AUF, AIF, Département du ministère de l'Education nationale Recherche et formation, et le chef de projet de Valofrase.

Au niveau régional: le Comité régional de Coordination se réunit chaque année: la première fois à Phnom Penh le 21 décembre 2006; en 2007 au Vietnam; en mai 2008 à Vientiane.

La réunion à Vientiane des huit partenaires, soit les 6 pays concernés (Cambodge, Laos, Vietnam, France, Wallonie-Bruxelles et Canada-Québec), l'AUF, et l'AIF, à la fois multi-partenaire et régionale, était une première dans le monde francophone.

Le programme Valofrase dispose d'un peu plus de 8 millions de dollars sur 3 ans. Il s'achève fin 2010.

CAMBODGE NOUVEAU

Cambodge en novembre 2007.

L'idée principale: proposer un enseignement «français 2ème langue»; LV2 pour les initiés.

le français seconde langue vivante

La faiblesse du système précédent c'est qu'il ne laissait aux élèves et aux parents, que deux possibilités s'agissant de l'apprentissage d'une langue étrangère: ou bien l'anglais, ou bien le français.

A l'évidence le choix de la majorité, et de plus en plus, se portait sur l'anglais. Le français, langue étrangère unique, n'a guère d'avenir.

« Au lieu de ce système, qui condamnait le français au déclin, le nouveau système, souligne W. Domingo, augmente considérablement l'offre: à partir de la rentrée prochaine, les élèves qui apprennent l'anglais comme première langue vivante (LV1) peuvent aussi apprendre le français comme LV2, ils n'ont donc pas à sacrifier tout apprentissage du français. Et les élève qui ont choisi le français comme LV1 peuvent aussi prendre l'anglais comme LV2 ».

Cette formule est conforme à l'idée de la francophonie, et à la politique du gouvernement français, qui est de favoriser le pluri-linguisme.

Le ministère de l'Education nationale, dans une directive de mars 2008 a reconnu officiellement le français comme seconde langue vivante: « tous ceux qui apprennent l'anglais peuvent en option apprendre le français ».

Pratiquement le français LV2 sera enseigné là où ce sera possible, dans les établissements où il y aura une demande et des enseignants.

Les espoirs de la relance de l'enseignement du français dans l'enseignement public au Cambodge reposent très largement sur ce système nouveau. Le Programme LV2, 100 pages, très détaillé, est à l'examen au ministère de l'Education nationale. Il est déjà mis en pratique dans quelques établissements. Les premiers résultats sont encourageants puisque le nombre des élèves, qui précédemment diminuait, est passé de 2 600 en 2007 à 3 200 cette année dans les classes bilingues.

pourquoi apprendre le français ?

« Pour le français seconde langue vivante, oui, il y a une demande réelle, les enquêtes dans les établissements le confirment ».

Comment expliquer cet appétit persistant pour le français ? Il existe plusieurs raisons:

- le choix des parents est souvent orienté tout simplement en fonction de l'offre: on leur propose une formule qui existe.

- le français ouvre les portes de certains enseignements supérieurs: Faculté de Médecine, Universités de Droit et de Sciences économiques, ITC, ... qui eux-mêmes donnent aux diplômés accès à des métiers prestigieux.

Il permet l'accès à certaines professions comme l'enseignement du français, les guides de tourisme. Il ne faut cependant pas sur-estimer son pouvoir: la connaissance du français ne suffit pas à trouver un emploi, c'est seulement, dans certaines professions, un « plus » (hôtellerie ..).

- le français est très apprécié aussi pour sa qualité: qualité de l'enseignement (des enseignants, des manuels, des programmes, avec des « centres de ressource » bien équipés); qualité aussi des valeurs qu'il porte; la pratique de la langue fait en principe des esprits clairs, organisés. Il y a une notion d'excellence associée à la langue française qui est très recherchée par les familles cambodgiennes.

- compte aussi le fait que l'intérêt pour le français n'est pas seulement utilitariste: la langue attire pour elle-même, pour ses qualités propres, pour la culture à laquelle elle donne accès; il est reconnu aussi qu'elle constitue un bon départ pour apprendre d'autres langues latines, et l'anglais.

« C'est pourquoi je suis confiant dans l'avenir du français, en particulier au Cambodge, dit William Domingo. Beaucoup de Cambodgiens francophones sont très engagés en faveur de la langue française. La situation peut être redressée. J'estime

que le recul observé au cours des quatre dernières années peut être rattrapé. C'est mon objectif. La place du français passera de 5 % de la population scolaire à plus de 10 % à la fin du projet, et c'est une proportion qui devrait rester stable sur le long terme. ».

bonne résistance de la langue française

On peut ajouter qu'il existe quantité de facteurs qui contribuent au maintien de la langue française sur le long terme:

- une ancienne et forte présence française dans les domaines: - de la médecine (nombreux échanges; en 2006, 125 étudiants en médecine français ont fait des stages dans des hopitaux cambodgiens, et 76 étudiants cambodgiens ont fait des stages de 3ème cycle d'un an dans des hopitaux français); - de l'archéologie; - des bibliothèques et des archives ...
- une forte présence de PME d'origine française notamment dans la restauration, la santé, la construction, les services informatiques, l'assurance, les médias ... , la présence de quelques entreprises de dimension internationale (Total, Accor etc ...),
- un grand nombre d'ONG très actives;
- le fait qu'une forte proportion de hauts dirigeants sont de très bons francophones;
- l'importance des liens avec les familles cambodgiennes résidant en France;
- il faut mentionner aussi l'enseignement dans le secteur privé et au lycée Descartes.

on manque d'enseignants

- le français n'est pas condamné à disparaître.
- au Cambodge: passer de 5 % à 10 % des apprenants
- Valofrase: conjuguer les efforts à l'échelle régionale

Une difficulté rencontrée par la relance du français dans le système éducatif consiste à trouver des enseignants de français. Ils manquent surtout pour les lycées, où ils doivent avoir une licence. Les professeurs de français sont au total 550. Leur nombre a beaucoup diminué, et le renouvellement est trop faible. Il sort trop peu de licenciés de français de l'URPP, et seulement 9 en 2007, 5 cette année sont en formation à l'INE, Institut National de l'Education

Ces licenciés de français vont aux plus offrants, aux postes qui leur paraissent présenter le plus d'avenir. Certains choisissent le tourisme, la traduction ... On manque de volontaires pour l'enseignement.

Il faut que le nombre des étudiants en français, et le nombre des licenciés augmente.

Concernant l'enseignement, il faut recréer un climat de confiance, dit William Domingo, et pour commencer mobiliser les enseignants existants. « Le ministère de l'Education, de la Jeunesse et des Sports a réuni fin avril 300 personnes, enseignants, responsables des directions provinciales ... pour leur présenter les nouvelles modalités, le nouveau programme, les contrats d'objectif; on leur a distribué le guide des classes bilingues, en khmer.

L'Association des professeurs de français a tenu son Congrès, ici l'INE, avec 600 personnes.

Maintenant c'est le Cambodge qui pilote

Ce nouveau système, reconnu par la directive ministérielle de mars 2008, présente une autre caractéristique fondamentale: c'est son appropriation par le ministère de l'Education nationale.

Cette appropriation a un important aspect financier: les frais de ces classes bilingues sont maintenant partagés en trois: un tiers Valofrase pour la coopération française, un tiers les parents d'élèves, et un tiers le ministère de l'Education nationale.

Ce système est en cours d'application, et on constate qu'il est bien accueilli. Les parents ont effectivement payé le premier trimestre, Valofrase le second, le ministère doit payer le troisième.

Pour les parents, le coût des classes bilingues est de 15 \$ par enfant et par an -ils dépensent en moyenne 80 à 90 dollars par an pour l'éducation de leur enfant. Cela reste donc raisonnable, et ne décourage nullement la demande.

Concernant les enseignants, Valofrase (en fait la France, s'agissant des classes bilingues) verse au ministère de l'Educa-

FRANCOPHONIE

tion nationale 120 000 dollars par an. Ce sont les chefs d'établissement qui gèrent l'argent destiné aux enseignants. Le « plus », pour les professeurs qui font ces heures supplémentaires est d'environ 70 \$ par mois, avec des variations selon le nombre d'heures assurées. « Nous mettons à la disposition du ministère des moyens humains pour aider cette gestion », dit William Domingo. Le nouveau système de gestion, où les salaires des professeurs sont fixés en fonction des heures assurées, et une diminution du nombre des conseillers pédagogiques (passé de 16 à 4) a d'ailleurs permis des économies importantes.

Il y a donc maintenant, au lieu d'accords assez vagues, un contrat de coopération avec le ministère de l'Education, qui comporte des objectifs, et chaque année, dans chaque établissement, une évaluation.

L'appropriation du système par le gouvernement, qui est la clé de la réussite, n'est pas seulement financière, elle est aussi technique et pédagogique.

C'est en étroite concertation avec les Cambodgiens que le nouveau programme a été mis au point. Et grâce à une très bonne équipe, on va lancer, avec l'aide financière de Valofrase, la rédaction d'un nouveau manuel « français LV2 ».

Valofrase, projet régional

L'idée centrale du projet Valofrase, c'est de coordonner les efforts menés dans les trois pays en faveur du français. Le projet vise des actions régionales à partir d'un « pôle de coopération intégrée ». Il prévoit d'établir des réseaux, d'organiser des échanges, de « mettre en relations les acteurs du français », de créer des « outils communs » ...

S'organiser à l'échelle régionale c'est de bons sens. L'ensemble des trois populations scolaires concernées n'est pas plus important que les populations scolaires concernées du Brésil, du Pakistan, du Nigeria ...

Jusqu'à présent on a peu avancé, reconnaît le chef de projet. C'est qu'il a fallu d'abord progresser au niveau national, établir l'adhésion au programme Valofrase des trois ministères de l'Education et des divers organismes concernés: les trois SCAC, l'AIF, l'AUF. Cela demande du temps, et Valofrase n'en est pas encore à mi-parcours. « On bâtit les fondations, on travaille pour le long terme, cela demande du temps ».

Valofrase dispose de 70 à 75 % des moyens financiers, mais n'a pas d'autorité officielle sur l'ensemble. Sa force est son expérience technique, et le fait que le programme est très « structurant », qu'il repose sur la qualité du partenariat avec les ministères de l'Education respectifs.

Ce partenariat, cette coopération, cette appropriation du programme Valofrase par les autorités locales sont au cœur de la question. Elles ne peuvent être obtenues que par une bonne adaptation des responsables étrangers à la culture, aux façons de penser des responsables des trois pays. Il s'agit que tout le monde, les trois ministères de l'Education, et les chefs de projet, travaille en harmonie; cela demande du temps.

Heureusement, les ministères des trois pays se connaissent, s'apprécient, travaillent volontiers ensemble. Les trois pays sont membres de l'Organisation Internationale de la Francophonie, l'OIF. Quand ils se rencontrent, les professeurs parlent entre eux en français. Leur adhésion au programme Valofrase ne pose pas de problème.

Il y a déjà des actions régionales. Il y a des sites internet. Il y a avoir en juillet, au Vietnam, une université d'été pour les professeurs de français, et en novembre prochain un séminaire de recherches sur les actions que les trois pays peuvent mener ensemble.

Dans l'idéal, dit William Domingo, il y aurait des rencontres entre les acteurs au niveau régional; il y aurait des échanges de pays à pays entre professeurs de classes bilingues ...

« Dans l'ensemble, pour le long terme, on peut être optimiste. Il y a dans les trois pays beaucoup de professeurs de français mobilisables, beaucoup de capacités locales ... La francophonie poursuivra son appui, mais de façon différente, à des pays qui se seront appropriés les objectifs du programme ».

TRANSPORT, TRANSIT

entretiens avec des chefs d'entreprise

Christine Soutif

Directrice de SDV Cambodge, Groupe Bolloré

Depuis que P&O, dont nous étions agents exclusifs depuis 1997, a été racheté en 2005 par Maersk, nous nous sommes recentrés sur notre activité de transitaire et logisticien.



SDV Logistique International est au Cambodge, comme partout ailleurs dans le monde, un prestataire de services pour du transport maritime et aérien à l'import comme à l'export. Nous apportons là notre expérience et notre réseau avec la sécurité d'une société qui a 500 bureaux dans 85 pays sur les 5 continents.

En tant que transitaire nous organisons le transport de « porte à porte », par camions, voies maritimes ou aériennes et proposons aussi des services de stockage et distribution ainsi que des prestations douane.

Une société comme la nôtre remplace souvent le département logistique d'une compagnie qui trouve plus économique de sous-traiter cette activité. La consolidation de nos différents clients nous permettant de proposer une offre plus compétitive.

Nous sommes installés au Cambodge depuis 1992 et avons vu l'évolution de notre industrie devenir d'une façon générale beaucoup plus concurrentielle... il faut avoir de plus en plus d'imagination.

Avec le développement de certains de nos produits tel que les « projets », la logistique pétrolière avec notre département Oil & Gaz, ou le déménagement qui constitue toujours de 10 à 15 % de notre activité, nous souhaitons marquer la différence et garder ainsi nos équipes et leur compétences - nous sommes aujourd'hui 36 -.

Au fur et à mesure des années, nous avons vu les exportations de produits de confection vers la France diminuer au profit du Vietnam ou du Bangladesh. La Chine restant un fournisseur essentiel même si la production devient plus chère. En tant que transitaire français nous avons donc constaté une diminution de nos volumes export. Le choix des transitaires étant faits par l'acheteur à destination, notre contrôle de cette activité reste limité.

Notre nouveau challenge est l'augmentation du prix du fuel, qui devient un cauchemar pour nos clients et auquel nous devons trouver des solutions au jour le jour.

notre force: nous sommes fiables

La concurrence augmente, avec quantité d'entreprises locales voire familiales, qui se sont développées avec le secteur du textile.

Notre force est notre fiabilité. Face à notre concurrence locale, notre organisation internationale et notre expérience locale nous permettent souvent d'éviter à nos clients des retards dans leurs livraisons, qui pourraient entraîner des pénalités. Avec les années, notre réputation s'est établie et on vient toujours nous voir quand il y a un problème difficile à résoudre. Nous gardons une image d'un transitaire international plus cher, mais nous apportons la sécurité, et notre clientèle est de plus en plus asiatique pour cette raison. Notre effort est de continuer à prouver que nous sommes fiables.

La tendance générale du marché est bonne, l'activité dans l'ensemble est soutenue. Il y a un certain ralentissement avec les élections, mais au total beaucoup de nouvelles perspectives de développement.

moderniser, professionnaliser le système

Avec l'informatisation des douanes, la profession se modernise, elle s'organise. Les déclarants en douane devront passer des examens et être agréés à l'avenir. Tout cela se fait progressivement, le temps que tout le monde s'adapte. Du côté du secteur privé, il y a encore beaucoup d'entreprises qui ne souhaitent pas que la profession se normalise. Il faudra du temps mais il faut y croire et encourager le mouvement.

Il y a déjà eu des progrès du côté de la confection, dans les délais et les coûts des formalités. Et même si cela n'a pas profité à toutes les industries, d'une façon générale, les procédures sont plus claires. Mais

CAMBODGE NOUVEAU

il reste à faire, par exemple il faudrait former non seulement l'administration mais aussi les transitaires et les déclarants. Il n'existe aujourd'hui aucune formation professionnelle qui prépare au transport international et au transit.

Dans la pratique, on manque partout de gens compétents, il y a beaucoup de pertes faute de connaissances, de compréhension entre les entreprises privées et l'administration.

progressivement, diminuer la « zone grise »

C'est aujourd'hui l'effort de l'Association des transitaires (CAMFFA) de diminuer cette « zone grise », non officielle en coopérant avec le gouvernement. Suite à une demande de GMAC au Ministère du Commerce, l'association a demandé des tarifs officiels afin de mieux contrôler les frais annoncés et ses employés. Cela prendra du temps mais avec le soutien de tous nous y arriverons.

Il faut donc bien distinguer de la corruption, les « frais administratifs » nécessaires au bon fonctionnement et qui restent aujourd'hui officiels. Il y a là un jeu compliqué, qui appartient à la culture cambodgienne, et relève des relations humaines. Conséquence: il est vrai que les frais administratifs au Cambodge sont élevés. Sur les frais que paie une usine pour un container, 70 % sont des frais officiels tarifés et environ 30 % sont des frais administratifs. Mais il ne sert pourtant à rien d'accabler le système. A Hong Kong et à Singapour, le processus a mis aussi du temps à se mettre en place et dans certains pays de la région, il reste une certaine « zone grise ». L'informatisation de la douane diminuera certainement une partie de cette zone, même si cela prendra du temps.

Au Cambodge il y a des efforts d'éducation et de formation du secteur public. Mais il faut aussi que tout le monde travaille mieux, y compris le secteur privé, de façon que le système devienne plus fluide, plus efficace.

CAMFFA a développé une formation de formateurs au métier du transport avec UNESCAP, auquel certains employés de SDV ont participé activement. Nous préparons ainsi nos employés de demain et formons mieux ceux d'aujourd'hui. CAMFFA encourage aussi aujourd'hui les organisations internationales à supporter des formations futures par la douane à notre profession afin de nous préparer au

Cambodge de demain. SDV Logistique Internationale qui est installé au Cambodge depuis 16 ans restera un membre actif de CAMFFA et soutiendra les formations futures.

Eric Métayer

Directeur de NLS Co, Ltd
Narita Logistics and Services

J'ai été absent du Cambodge pendant un an, et je suis impressionné par le changement, par l'augmentation de l'activité économique.



Par un point en particulier: les journaux sont pleins d'offres d'emploi, et je vois qu'en effet il est très difficile de trouver du personnel qualifié.

on manque de cadres qualifiés ...

J'observe qu'il y a une grande mobilité du personnel, c'est-à-dire que les gens qualifiés quittent facilement une entreprise —qui les a formés— pour une autre, qui peut-être les paie un peu mieux.

Je cherche pour mon entreprise 4 ou 5 personnes de qualification plutôt élevée: management, marketing, administration, logistique, ressources humaines. J'ai du mal à trouver des gens compétents.

En l'absence d'un organisme spécialisé, j'ai mis des annonces dans le *Cambodia Daily*, quatre, et j'ai reçu une quarantaine de réponses venant par le web. Il y a donc des organismes qui épiluchent les journaux et jouent le rôle d'intermédiaires. Sur les 40 réponses, j'en ai retenu 4 pour entretien.

pas d'inquiétude pour le court terme

Narita est au Cambodge depuis 1995. Les effectifs sont actuellement d'une trentaine de personnes, et ils vont bientôt augmenter. Notre activité est régulière, et la croissance est habituellement à 2 chiffres. C'était le cas en 2007.

Il pourrait y avoir un certain tassement en 2008, à cause du textile, c'est notre principale activité à l'exportation, vers l'Europe principalement; notre activité comprend aussi du transport intra-asiatique, et à l'importation nous travaillons avec des ONG.

En fait nous ne sommes pas inquiets pour le court terme. Etant installés ici depuis longtemps, nous avons avec nos clients des accords annuels qui sont en général renouvelés; nous bénéficions donc d'une certaine stabilité de base.

Pour le long terme, nous dépendons de la politique des grands groupes internationaux, de leur commandes. La Chine a ses propres problèmes; des investisseurs pourraient quitter la Chine parce que les salaires chinois montent. Certains acheteurs se plaignent parce que les prix convenus ne sont pas respectés. Nous craignons moins la concurrence de la Chine que celle du Vietnam, d'autres pays comme le Bangladesh ...

La situation au Cambodge: les prix montent à cause du coût des carburants, nous devons indiquer sur nos devis une *fuel surcharge* pour l'aérien, pour le maritime, pour les camions, mais c'est pour tout le monde la même chose. La concurrence reste la même.

Pour le transport par camions, le prix du fuel, qui représente environ la moitié du coût d'exploitation d'un camion, a augmenté de 20 % en quelques mois, il est maintenant à 5 500 riels le litre, comme l'essence ! Nous indiquons sur le devis «selon le prix du carburant».

La concurrence de nouvelles sociétés locales ? Elle ne joue pas sur le transport de fret, mais sur le camionnage et le dédouanement.

le système se professionnalise

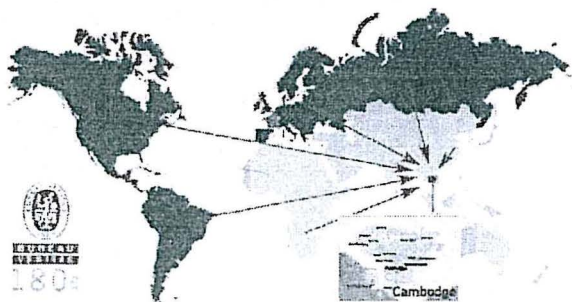
Une bonne chose: la profession de déclarant en douane, de *custom broker* devient officielle et s'organise. Depuis le 1er janvier les sociétés doivent être enregistrées et avoir une licence pour exercer, elle doivent faire un dépôt de 5000 \$ au ministère des finances. Elle doivent enregistrer leur personnel, individuellement. Le cadre légal est en fait encore imparfait, on prévoit de soulever quelques points après les élections.

Un autre point favorable: depuis mai, à Sihanoukville, les douanes sont informatisées. Les déclarations, les papiers devraient ainsi être traités plus rapidement. Il est encore trop tôt pour juger des résultats.

En résumé on peut dire que l'activité est normale et ne donne pas d'inquiétude à court terme; que les difficultés viennent surtout du manque de ressources humaines, et d'une plus grande difficulté à gérer avec le nouveau cadre légal.

Un réseau mondial à votre service pour sécuriser vos importations

Grâce à ses 850 bureaux et laboratoires dans 140 pays, la groupe peut compter sur le talent et l'expertise de plus de 33 000 collaborateurs bénéficiant d'une politique de formation active.



4 Centres de Relations avec les Exportateurs interconnectés dans le monde entier avec plus de 300 centres d'inspections, en relation constante avec le réseau d'inspecteurs spécialisés pour un service client spécifique et personnalisé.

Pour plus de détails sur les activités de facilitation du commerce, contactez :

BIVAC International Cambodge

164 A, Norodom Boulevard Chamkarmon
Phnom Penh - Cambodge
Tel. : (855) 23 220 508
www.bureauveritas.com/gst



Move Forward with Confidence
Avançons en confiance

Agriculture: exploiter

La montée du prix du riz et des denrées agricoles dans le monde, et sans doute pour longtemps, fait naître des réflexions nouvelles. Le Cambodge est un producteur naturel de riz et de denrées agricoles, il devrait pouvoir profiter de cette situation.

Au lieu d'être une faiblesse, une cause fondamentale de pauvreté (actuellement 80 % des pauvres dépendent de la culture du riz), alors que l'industrie serait la voie d'accès majeure au développement et à la richesse, dans cette conjoncture nouvelle l'agriculture pourrait être une source d'emplois et un moyen de sortir de la pauvreté.

Producteur de riz, le Cambodge a réalisé ces dernières années des progrès importants en surfaces cultivées, passées de 2,1 million d'ha en 1995 à 2,5 millions en 2007, en surfaces irriguées qui atteignent maintenant 1 million d'ha, en rendements, passés de 1,7 t / ha en 1995 à 2,6 t / ha, et il est même devenu exportateur, de 1,5 million de tonnes après la dernière récolte -même si cette heureuse situation peut ne pas se reproduire chaque année, car elle dépend beaucoup des conditions climatiques.

Avec la montée des prix des denrées alimentaires, le Cambodge se trouve encouragé à poursuivre ces progrès, à accentuer les efforts pour améliorer les rendements -ils restent plus faibles que ceux des pays voisins-, par l'irrigation, par le crédit rural, par l'amélioration des voies de communication, par un meilleur accès aux marchés extérieurs.

Le ministre du Commerce Cham Prasith développait cette idée récemment: l'agriculture peut non seulement contribuer à lutter contre la pauvreté, mais devenir un secteur attractif pour les investissements, une activité exportatrice, une source de richesse. Le Cambodge peut passer d'une attitude défensive, tâchant de faire contre mauvaise fortune (sa nature agricole) bon cœur, à une attitude optimiste et conqué-

rante. Il peut devenir comme ses voisins Vietnam et Thaïlande exportateur de riz et de denrées agricoles devenus produits rémunérateurs.

Cambodge plein et Cambodge vide

Selon la formule de S. Boulakia, on peut distinguer en gros deux régions:

- la partie centrale du pays, qui est très peuplée, et très cultivée: c'est le Cambodge « plein ».

- et les régions périphériques, peu peuplées, peu cultivées, le Cambodge « vide ».

Le Cambodge plein, c'est plus de 12 millions d'habitants. 90 % de la population vit sur un tiers de la surface du pays. La densité est dépassée 250 habitants au km². L'agriculture occupe 55 % de la surface, dont 90 % sont des rizières.

Conséquence de cette situation: avec l'augmentation démographique, les exploitations sont de plus en plus petites: 90 % ont moins de 0,5 ha; 70 % ont moins de 1 ha.

On constate deux évolutions: le nombre des paysans sans terre augmente, il se situe entre 10 et 20 %; il y a pression croissante sur le milieu naturel, et émigration de ceux qui ne tiennent plus, vers les villes, vers l'étranger. En même temps, il y a concentration dans les mains d'un petit nombre: 10 % des propriétaires possèdent 40 % des terres.

Le Cambodge vide, c'est 2 millions d'habitants, 15 habitants par km², et 5 % de la surface est cultivée. Il y a exploitation croissante du milieu naturel, et augmentation des cultures commerciales.

Si l'on veut assurer le développement à long terme de l'agriculture cambodgienne, si l'on veut qu'elle devienne source de richesse et non cause de pauvreté et de tensions sociales, il faut corriger ce déséquilibre entre Cambodge plein et Cambodge vide.

L'étude montre que si les efforts portent uniquement sur le Cambodge plein, sur l'augmentation des rendements par l'irrigation etc ... on n'obtiendra que des effets limités, à cause du manque de surfaces. Même avec un important progrès des rendements, on ne luttera pas efficacement contre la pauvreté.

On fait pour chacune des deux zones, deux hypothèses:

pour la zone centrale

scénario 1: irrigation et statu-quo

On fait porter l'effort sur la zone centrale, le *Cambodge plein*, et on se contente d'irriguer 1 million d'ha de rizières. Le rendement aug-

Il y a 50 ans déjà ...

J. Delvert (*Le Paysan cambodgien*, 1961) avait bien décrit ce déséquilibre géographique dans la répartition de la population. Des efforts ont été faits à l'époque du Sangkum pour y remédier, avec création de fronts pionniers et transferts de populations.

Ils ont été effectifs en bordure de mer dans le Golfe de Thaïlande mais ont connu peu de succès dans l'ouest montagneux, dans le Mondolkiri, le Rattanakiri, pour diverses raisons: éloignement, paludisme, exactions des militaires, installation des Vietcongs sur la zone frontalière ... (M.A. Martin *Le Mal cambodgien*, 1989).

« Les volontaires avaient reçu chacun de la terre, une paire de bœufs et un salaire pendant un an. Passée cette période, ils ont revendu outils et animaux pour rentrer au pays natal » (Charles Meyer,

Situation actuelle

Zone centrale:

- plus de 12 millions d'habitants, plus de 250 hab / km²
- 2,5 millions d'ha sur 4,5 millions d'ha, dont 90 % en rizières

Zones périphériques:

- moins de 2 millions d'habitants; moins de 15 / km²
- 0,5 million d'ha cultivés sur 12 millions d'ha
- ressources naturelles, y compris les Cardamomes

deux scénarios pour 2020

20 millions d'habitants

	1. intensification de la riziculture et statu quo	2. diversification et développement planifié
zone centrale		
Population	plus de 17 millions	plus de 13 millions
densité	plus de 350 / km ²	moins de 300 / km ²
surface cultivée	2,5 mio d'ha sur 4,5	2,5 mio d'ha sur 4,5
dont	90% rizières irriguées	90 % de cult. diversifiées
zones périphériques		
Population	3 millions	7 millions
densité	25 / km ²	60 / km ²
surface cultivée	1 mio d'ha sur 12	6 mio d'ha sur 12
dont	0,5 grandes exploitations	dont 5,5 exploit. familiales

des terres nouvelles

mente, on obtient 3 millions de tonnes de riz par an; le gain global avoisine 400 millions de \$ par an; environ 1 million de familles sont concernées; elles gagnent environ 300 \$ de plus par an.

Dans cette hypothèse, il n'y a pas d'impact fort sur la réduction de la pauvreté, on reste dans une agriculture de subsistance; et il y a peu de production excédentaire pour le secteur agro-industriel.

Scénario 2: agronomie et développement planifié

Il concerne 5 millions d'ha exploités par de petits fermiers. On crée de cette façon 2 à 2,5 millions d'emplois (1 emploi pour 2 ou 3 ha). Les revenus atteignent de 500 à 1000 \$ par ha et par an, 1 250 à 2 500 \$ par travailleur et par an.

C'est beaucoup mieux. Mais avec le temps, la surface des exploitations diminue, il faut encore augmenter les rendements ...

Cultiver les régions périphériques

C'est sur les zones encore sous-exploitées qu'il faut faire porter les efforts, sur le « Cambodge vide ». Ici encore, deux scénarios:

Scénario 1: statu quo, concessions

On laisse l'évolution actuelle se poursuivre, c'est-à-dire la création de 5 millions d'ha de concessions par le secteur privé. Ces investisseurs sont des gens de Phnom Penh pour la plupart.

Résultats:

- on crée 1,6 à 2 millions d'emplois (1 emploi pour 2 ou 3 ha). Ces employés gagnent 80 \$ par mois, 950 \$ par an. Avec le temps et l'augmentation du coût de la main-d'œuvre, il risque d'y avoir réduction du nombre d'emplois ...

- les habitants les plus pauvres se trouvent de plus en plus marginalisés, la pression sur les ressources naturelles augmente, il y a insécurité.

- l'exploitation consiste principalement en plantations de cultures pérennes, et en monocultures qui diminuent la diversité; le potentiel productif est sous-utilisé; il y a risques de conflits.

Scenario 2 : développement planifié

L'accès à la terre est planifié de façon à répondre à plusieurs objectifs:

- conservation de l'environnement
- culture par concessions et investisseurs privés
- et par cultures familiales

On crée 5 millions d'ha de cultures diversifiées (cultures vivrières, élevage, cultures industrielles) dans les régions périphériques, avec 1 million de familles.

Résultat: + 2,5 milliards de dollars / an (500 \$ par ha et par an)

contre la pauvreté ... et pour la richesse ?

- pour chaque famille, c'est 1 500 \$ par an. L'agriculture devient ainsi un moyen très efficace de lutter contre la pauvreté.

- et la production est diversifiée et étroitement connectée à un secteur agro-industriel en aval qui devient un

nouveau pilier de l'économie.

condition: les infrastructures

Cultiver les zones périphériques suppose des terrains cultivables, mais aussi des infrastructures, des routes, des chemins ruraux. Il faut pouvoir rejoindre le champ, le marché, l'école, le centre de santé ...

On observe que 80 % de la population habite le long des routes et des voies d'eau principales. Que la création de routes, de pistes en bon état attire l'installation de nouveaux habitants: c'est par exemple le cas de la nationale 48 Sre Ambel—Koh Kong.

La réhabilitation des chemins ruraux est capitale pour desserrer la zone centrale du Cambodge, pour mieux répartir la population. Et de même tracer des routes là où il n'y en a pas, comme la future nationale 8 du Mékong au Vietnam, est un préalable à la conquête d'espaces nouveaux, dans des provinces comme le Mondoliri, le Rattanakiri, Stung Treng, mais aussi dans des zones plus centrales où la population est très clairsemée.

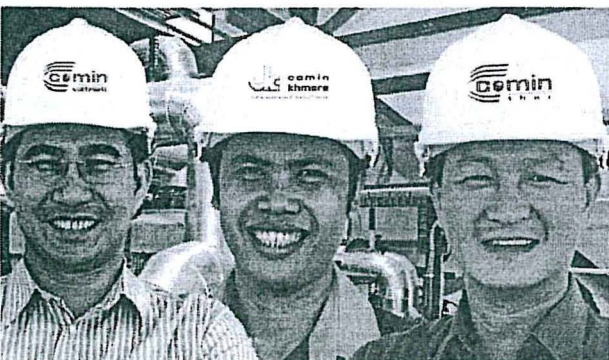
Des voies de communication, des centres de santé, des écoles, et l'assurance de pouvoir vivre de la culture du sol, sur un terrain non précaire: sans ces éléments de base, il n'y aura pas beaucoup de candidats à la migration.

Il est certain aussi qu'une source d'énergie bon marché, qu'elle soit d'origine solaire ou de bio-carburant, favoriserait beaucoup l'installation d'habitants dans des zones inhabitées.

Concurrence

L'idée de conquérir les territoires vides est si bonne qu'elle crée une sorte de concurrence entre investisseurs à grande échelle, qui peuvent opter pour l'hévéaculture, ou le manioc, ou le soja, ou le maïs, ou l'anacardier, ou des arbres d'essence diverses, ou le jatropha ... et les partisans des cultures annuelles diversifiées (« cultures sous couvert » *cn* 263), et les défenseurs de l'environnement.

(voir aussi: *L'agriculture contre la pauvreté* (261), *Les grandes concessions* (262), *Nouveau: l'agriculture sous couvert* (263), *L'Hévéaculture* (264, 265).



Local experience

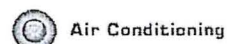
Regional expertise

www.cominasigroup.com

- Equipment supply
- Turn-key projects
- Multitechnical after sales services



Power



Air Conditioning



Water

Enquête sur les salaires

Des enquêtes sur les salaires dans les entreprises sont faites depuis 2005 par HRC Inc (*Human Resources*).

Jusqu'à présent les résultats n'ont pas été très significatifs, nous dit Isabelle Duzer, qui dirige ce département à HRC, le nombre des entreprises répondant aux enquêtes, 19, ne permettant pas d'établir des statistiques très fiables.

La situation évolue cependant, avec l'augmentation rapide de l'activité économique au Cambodge, du nombre des entreprises, du nombre des salariés. L'information sur salaires s'améliore, elle circule mieux, elle permet des comparaisons. Les entreprises comprennent mieux qu'il est important de donner des informations dans ce domaine, pour pouvoir disposer d'informations statistiques.

Un autre phénomène: à cause de la rareté des cadres qualifiés, il y a concurrence entre les entreprises dans le recrutement des meilleurs, et cette concurrence joue naturellement sur les salaires: ils ont tendance à monter. Pour cette raison aussi, on a besoin d'informations fiables sur le niveau es salaires.

L'enquête en cours sur les salaires, la quatrième, dont les résultats paraîtront en novembre, sera beaucoup plus fiable que les précédentes, parce que cette fois-ci plus de 40 entreprises y ont participé.

Côté enquêtes: 5 personnes en plus du chef de projet: 2 consultants, 1 senior analyst, 3 analystes.

On va donc cette fois-ci donner des informations par secteurs: Hôtellerie avec 8 ou 9 entreprises, Télécommunications, Transport-logistique (6 entreprises), Confection, Banque, ONG, secteur très mal connu ... Si un secteur n'est pas représenté au moins par 5 entreprises, on considère que les informations n'ont pas de valeur statistique.

On pourra donc faire des comparaisons entre quelques secteurs, mais on ne pourra pas encore donner de résultats précis sur l'évolution des salaires à long terme, faute de données fiables sur les 10 dernières années. Et on peut espérer des comparaisons avec le Vietnam, la Thaïlande, la Chine ...

Rappelons pourtant que Cambodge Nouveau a fait dès sa

création en 1994 des enquêtes sur les salaires, y compris sectorielles (*cn 1, 2, 3, 6, 14, 34, etc ...*), à partir d'entretiens directs avec des chefs d'entreprise, méthode qui nous paraît encore aujourd'hui beaucoup plus efficace que les questionnaires pour les informations concernant les PME, qui n'ont le plus souvent ni le temps ni le personnel pour répondre aux questionnaires. Les salaires dans la Confection sont un sujet très régulièrement suivi (*dernières données cn 265*).

le salaire ... et le reste

Ce qui apparaît, c'est que d'autres éléments que le salaire lui-même interviennent dans la rémunération. Les entreprises cherchent à fidéliser leur personnel, de diverses façons: une bonne ambiance au sein de l'entreprise, qui est faite de relations personnelles, d'entraide éventuelle, cet élément jouant un rôle primordial dans la société cambodgienne.

Mais aussi pour les cadres, que les entreprises ont souvent formé, une prime à l'ancienneté, et quantité d'avantages, qui peuvent être selon les entreprises: un téléphone portable, une assurance (maladie, accident ...), une bibliothèque intérieure, des stages ou une formation qui permettent de progresser dans la hiérarchie, des cours de perfectionnement de langue, des séminaires, parfois même à l'étranger pour que les employés d'une multinationale se rencontrent et que soit confortée la « culture d'entreprise ».

les 5 raisons du salaire

Qu'est-ce qui motive un salaire ? Il existe une méthode pour analyser les postes dite *Kesar*. Le salaire est établi en fonction de 5 critères, explique Isabelle Duzer:

- la connaissance
- l'environnement (connaissance de langues, relations, aptitudes particulières)
- la qualification (formation, diplômes)
- l'aptitude (savoir communiquer, négocier, diriger)
- la responsabilité (capacité à décider, à répondre au problème, influence sur l'entreprise)

A partir de ces 5 critères on établit un niveau, qui compte 10 degrés, de 1 (niveau directeur) à 10 (personne non qualifiée, stagiaire ...). Il faut bien voir que ce niveau ne correspond pas automatiquement à un poste. Selon les entreprises et les circonstances un directeur des ressources humaines par exemple peut être au 2 ou 3 ou 4. Il est clair qu'un directeur d'entreprise doit être en principe plus près du niveau 1 que du niveau 10 ...

Tout Cambodge Nouveau en six volumes

Dix collections complètes de *Cambodge Nouveau* -les 262 numéros parus de février 1994 à février 2008- ont été reliées grâce au programme *Valease -Valorisation de l'Ecrit dans l'Asie du Sud-Est-* et à l'Ambassade de France. Chaque collection compte six volumes, sous forte couverture, réalisation *Khmer Dev*. Chaque volume contient, à la fin, un INDEX complet de tous les articles parus avec leurs références, facilitant les recherches. Ces collections sont données aux principales bibliothèques du Cambodge: Bibliothèque nationale, Institut Bouddhique, Bibliothèque Hun Sen, Bibliothèque du Sénat, Bibliothèque du Musée national, Bibliothèque du Centre d'études khmères à Siem Reap, nouvelle Bibliothèque Hun Sen—Louk Choum Teav, etc ...

Guide Total des Routes du Cambodge

La quatrième édition, 2008, est en vente: cartes mises à jour et enrichies (villages, sites archéologiques etc ...), texte très augmenté. Le *Guide Total des Routes* devient un *Guide* touristique, avec de nouveaux itinéraires, beaucoup d'informations dans les domaines de l'archéologie, des zones protégées, ...

CAMBODGE NOUVEAU
le journal des décideurs votre meilleur investissement



Publié par la SERIC
Directeur - rédacteur en chef
Alain Gascuel
photos *Cambodge Nouveau* etc ...
distribué par e-mail
depuis le n° 253 de Juin 2007

CAMBODGE NOUVEAU

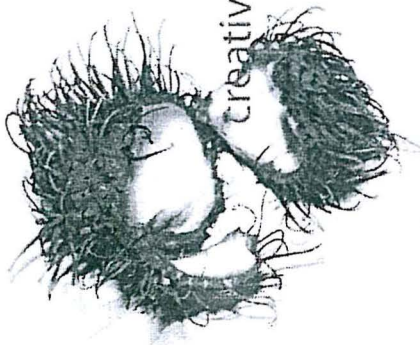
B 58 rue 302 - BP 836 Phnom Penh
tel 023 214 610 portable 012 803 410
E-mail cambodge.nouveau@forum.org.kh

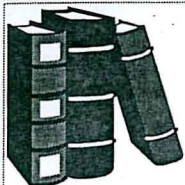
khmer>dev
• création graphique originale
multimédia & édition

creative graphic design solutions*



www.khmerdev.com
publicité, logotype, carte de visite,
flyers, enseigne, identité visuelle,
nos compétences graphiques
à votre service.
design@khmerdev.com





LIVRES

le Cambodge contemporain par Christine Le Bonté

La dénonciation de tout ce qui ne va pas au Cambodge, c'est un exercice classique, souvent repris, un domaine où il est difficile de trouver du nouveau.

Combien de fois par exemple la corruption a-t-elle été décrite, déplorée, dénoncée comme le fléau majeur, comme le principal frein au développement ? Des centaines, des milliers de fois. Depuis quand ? Des décennies ! Les censeurs ont là un sujet d'autant plus facile que personne ne conteste cette corruption. Pas même le ministre de l'Economie et des Finances. Dénoncer la corruption, c'est un peu comme se plaindre de la chaleur au mois de juin.

Il en va de même du prix de l'électricité, du manque de routes secondaires et rurales, du coût des télécommunications, de leur quasi-absence en province, des travers de la justice, de la faiblesse des ressources de l'Etat (« *c'est sans doute la moitié des recettes de l'Etat qui vont dans la poche des fonctionnaires corrompus* », dit l'auteur), de la contrebande, des complications administratives pour les exportateurs, du manque de droits de propriété, du manque de cadres moyens, des retards dans les domaines de l'Éducation, de la Santé, des atteintes aux droits de l'Homme ...

C'est bien vrai, tout cela constitue des faiblesses, mais relève de la rengaine. Comme pour d'autres études précédentes, on peut dire: « d'accord pour nourrir le dossier de ce qui ne va pas, mais il faudrait apporter des faits nouveaux, et pour établir un tableau équilibré il faudrait reconnaître aussi les efforts, les réussites, les progrès. Sinon, c'est se complaire dans la grisaille, et créer du découragement ».

Dans ce livre, même les raisons d'espérer un avenir meilleur sont bridées, transformées en raisons de craindre. Un exemple: la mise en garde (cent fois entendue) contre tous les maux qu'entraînent les hydrocarbures dans les pays qui ont la malchance d'en découvrir (alors même qu'au Cambodge pas une goutte n'a encore été extraite). Ici un scoop toutefois: « *des gisements ont été découverts et commenceront à être exploités en 2007* ».

Mêmes tristes commentaires ressassés concernant le «manque de diversification des activités économiques». L'observation est faite depuis Henri Mouhot, depuis Pierre Le Faucheur en 1872 (cn 265).

Il n'y a, dit notre auteur, que la Confection (mais « fragile ! » bien sûr), et le pétrole (?). Elle ne voit rien dans le tourisme, dans la construction, dans l'agriculture, les services, secteurs où il n'y aurait pas d'investissements.

Il y a dans ce livre une analyse certainement pertinente du monde agricole: les exploitations sont trop petites (75 % ont moins d'un ha), on peut augmenter les rendements, diversifier les productions, mais c'est insuffisant pour sortir de la pauvreté, « *il faut donc donner aux paysans les plus pauvres accès à la terre* ». C'est bien vrai. Mais, nous dit l'auteur, cela poserait des problèmes « *qui ne pourraient être résolus que par une administration compétente et impartiale, ce qui n'est pas le cas* ». Une impasse de plus donc.

Dans le détail, selon l'auteur, tout est précaire, menacé, sans avenir. *Nestlé* a échoué; le jute se meurt; le poivre est faible; il n'y a pas de coton; pour la soie: il y a un projet de relance (l'information date de 1998) ... L'élevage: le nombre des têtes de bétail a doublé au cours des dix dernières années, mais « *c'est une entreprise risquée* » à cause des épidémies. *La pêche dans le Tonle Sap*: elle est menacée par la pêche à la grenade et la pollution (pour nuancer cette appréciation on conseille la lecture d'un bon spécialiste, cn 264). *La déforestation*: elle continuerait, il est impossible de la mesurer mais – un fait positif – « la tendance serait à la diminution ».

L'hévéaculture est qualifiée d'« *activité en stagnation* ». Nous conseillons ici un recyclage par une lecture attentive de *Cambodge Nouveau* qui donne des informations à jour, celle-ci par exemple: la production de caoutchouc passera de 35 000 tonnes en 2006 à 121 000 en 2016, soit un quadruplement

en dix ans (cn 265). Ce n'est pas de la stagnation.

S'agissant toujours d'agriculture, il n'est pas question

dans ce livre des investissements importants récemment réalisés dans la culture du manioc, dans les plantations d'essences diverses. Plus étonnant, il n'est pas question de palmiers à huile dont les surfaces sont pourtant bien visibles de la RN4, ni de la canne à sucre, avec de grandes surfaces en cours de plantation et deux usines importantes en construction. Pas question des projets de production de biodiesel, d'éthanol, de plantations de jatropha ...

Si l'on s'en tient à ce livre, tout va plus mal dans le monde rural, comme si la voie vers le pire était toute tracée: « *la situation des petits paysans ne cesse de s'aggraver* »; « *les tensions risquent de devenir très rapidement ingérables et les conflits vont se multiplier* »; « *l'ensemble de ces facteurs (épuisement des ressources naturelles, problèmes écologiques, pollutions, ...) peut enclencher un exode rural massif* ».

Ce n'est pas tant d'utiliser des rapports et des chiffres quelquefois dépassés que l'on peut reprocher à ce livre, que d'utiliser des quantités de faits négatifs sans mettre en regard des faits positifs.

Ecrire « *les conditions offertes aux investisseurs sont si défavorables que l'on ne voit pas comment il (le Cambodge) pourrait participer au dynamisme que connaît la région* », c'est tenir pour des aveugles, pour des benêts, les investisseurs chinois, taïwanais, malaisiens, thaïlandais, vietnamiens et autres, sans compter les Cambodgiens, qui investissent au Cambodge (liste cn 265).

Ce livre comporte soyons juste un bon chapitre sur le secteur informel, qui apporte des connaissances beaucoup moins répandues, et cette fois des propositions constructives (qui ne sont pas toutes nouvelles): formation (technique, commerciale, ...), micro-crédit, développement des petites industries, accès aux marchés extérieurs ...

Et soulignons un intéressant passage, la sévère dénonciation de ce qui empêche de créer une « filière » efficace:

« La constitution d'une filière nécessite un engagement fort et durable de l'Etat, ainsi qu'une structuration efficace des différents niveaux de production. Aujourd'hui l'incertitude et le manque de confiance aussi bien dans les institutions que dans les individus conduisent à des situations invraisemblables et inextricables. Les engagements des uns et des autres ne tiennent pas très longtemps. Dès qu'une nouvelle opportunité se présente, les Cambodgiens modifient leur stratégie et annulent sans état d'âme leurs engagements précédents. Ainsi, plusieurs petites industries de transformation de produits agricoles ont-elles dépéri faute d'approvisionnement en matières premières pourtant promises initialement par les paysans (coton, jute, manioc, etc ...). Les comportements s'inscrivent toujours à très court terme. La rigueur et la persévérance ne sont pas des principes appliqués par les Cambodgiens. Ils vivent au jour le jour en tentant de capter toutes les occasions qui passent à leur proximité ».

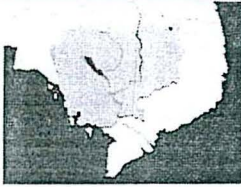
Là, il y a de justes observations qui portent à réflexions et qui justifieraient des recherches spécifiques.

A notre sens, plutôt que de ressasser de vieilles récriminations, les chercheurs feraient mieux d'étudier la place croissante de la Chine et ses raisons, de rencontrer des investisseurs et des chefs d'entreprise au contact des réalités et des évolutions, de leur demander pourquoi ils sont là, pourquoi ils ont confiance dans le Cambodge ... Plutôt que de jouer les censeurs, rechercher les meilleures façons de remédier aux dysfonctionnements. Ne pas se faire procureurs, mais adopter plutôt une approche de médecins ou de garagistes. C'est d'ailleurs l'approche de beaucoup de gens qui savent que les remèdes ne sont ni simples ni d'effet rapide. c.n.

Le Cambodge contemporain, quelles perspectives de développement ? Par Christine Le Bonté, 240 p., L'Harmattan 2008.



DIVERS



Le quatrième Forum des Carrières 2008
Inauguré par l'Ambassadeur de France M. J.F. Desmazières, L.E. Pit Chapman, Secrétaire d'Etat à l'Education nationale et Mao Thora sous-Secrétaire d'Etat au mi-

nistère du Commerce, le Forum des Carrières, les 14 et 15 Juin, a connu un grand succès: 53 entreprises y avaient un stand. On estime à 11 000 le nombre des visiteurs. L'idée initiée il y a trois ans par la Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne de faire se rencontrer entreprises et étudiants, est manifestement excellente.

Il y a une forte demande des deux côtés: du côté des entreprises, avec une activité économique en forte croissance on souhaite se faire connaître et surtout on cherche à embaucher des jeunes capables, aussi qualifiés que possible. Du côté des étudiants, on cherche à s'informer sur les métiers, sur les professions et sur les entreprises (bien souvent on n'en a que des notions très vagues), sur les filières les mieux rémunérées, les plus intéressantes, les plus porteuses d'avenir.

Comme les formations existantes sont –sauf exceptions– encore loin de répondre aux souhaits des entreprises, comme il n'existe pas de bourse de l'emploi, on voit se multiplier les intermédiaires: centres et écoles de formation, organismes qui enseignent la rédaction d'un CV, organismes qui travaillent à trouver des emplois pour ceux qui en cherchent ...

Malgré la localisation nouvelle du Forum au *Mondial*, le plus vaste volume couvert disponible dans la ville, l'espace a semblé encore trop restreint, telle a été l'affluence à ce quatrième Forum.

Des critiques ? L'espace carrières, destiné à des entretiens plus approfondis entre candidats et professionnels a été peu utilisé, on ne sait pourquoi; et il manquait une cafeteria pour les entretiens en tête à tête, les embauches, les contrats ... mais le Forum des Carrières fait chaque année la preuve de son utilité.

International Finance Complex

Les travaux ont commencé. Il comptera 6 tours, dont la plus haute de Phnom Penh. Investissement de 1 milliard de dollars par *GS Engineering and Construction*.

Le Bouddha couché du Baphuon

Présidée par Sa Majesté le Roi Norodom Sihamoni, la cérémonie de

consécration de la statue du Bouddha Couché du

Baphuon, à Angkor, a eu lieu 4 juin.

La restauration de ce haut-relief de plus de 70 m de longueur sur 12m de hauteur, construit au XVIe siècle sur la face Ouest du grand temple Sivaïte du XIe siècle, a demandé 9 années de travaux complexes (Pascal Royère *cn* 238).

La restauration complète du Baphuon est prévue pour la fin 2009.

ECCC

Me Say Bory, co-défenseur de Khieu Samphan avec Jacques Vergès, a démissionné (*interview cn* 263).

Le budget initial de 56,3 millions de dollars étant nettement insuffisant un nouveau budget de 143 millions a été mis au point pour aller jusqu'à fin 2010. Il faut donc rassembler 86,7 millions supplémentaires. Le Japon, l'Australie, la France en ont donné 5,7.

Phnom Penh 2020

Le Schéma directeur («Livres blancs») *Phnom Penh 2020*, publié en juillet 2005 par l'équipe du BAU, *Bureau des Affaires Urbaines*, sous la direction d'Eric Huybrechts, après de nombreuses études sectorielles (*cn* 205, 210, 219, 221, 228, 230, et n° 232), n'est pas enterré. Sa traduction est en cours et sera terminée début septembre. Un groupe de travail se réunit une fois par semaine, avec un représentant du BAU et avec Chhay Rithisen pour la Municipalité. Il est prévu un comité de pilotage mensuel, avec le gouverneur ou un représentant. Un document sera envoyé au Conseil des ministres d'ici la fin de l'année.

Country club

En cours de construction: un *Cambodian Country Club*, sur 2,5 ha. Il comportera : une piscine de 25 m., 2 tennis, 2 terrains de badminton, un beach volley, une «carrière» pour les chevaux de 4000 m², un terrain de pétanque, une salle de fitness, un spa, un mur d'escalade, une garderie pour les enfants, un club house et deux restaurant. Les dirigeants sont ceux de l'ancien Centre Equestre: M. Van Su Ieng, Philippe Garcia, Soraya. Ouverture: en octobre ou novembre.

Mondolkiri: en plein développement

La région attire d'importants investissements notamment dans l'hévéaculture (150 000 ha de projets en cours), parmi lesquels des projets vietnamiens, un projet conjoint *Bollore / Socfin / Khaou Chuly* de 10 000 ha dans la région de Bou Sra: les routes et les ponts sont faits, le village des travailleurs est en construction, les premières plantations commencent. Il y a cependant des problèmes avec les Phnong de la région (800 familles).

Les deux barrages hydro-électriques financés par le Japon en sont aux premiers essais.

La route 76 de Snuol à Sen Monorom sera sans doute terminée avant la date prévue, vers septembre. Le trajet de Phnom Penh se fait en environ 6 heures.

Cardamomes: barrages

Deux barrages en projet ont été approuvés par le Conseil des ministres: sur le stung Tatai (246 Mw en 2014) et sur le stung Ruessey Chrum (338 Mw). Les constructeurs sont chinois: *China national heavy Machinery* et *Michelle corporation*. 193 familles du district de Thma bang devront être déplacées. L'électricité, comme celle du barrage sur le stung Atay, sera conduite jusqu'à O'Som et de là à Pramaoy et Pursat. (*cn* 251)

Jatropha

Important projet d'un investisseur anonyme dans la province de Preah Vihear, au sud de Tbeng Meanchey: 9 800 ha de jatropha, pour produire du bio-diesel, dans un premier temps, 55 000 ha dans les 4 à 5 ans, sur des surfaces de mauvais sols inutilisés. Début des plantations en Août ? Rendement: au minimum 7 t / ha. Il est prévu une raffinerie (100 millions de dollars). L'huile produite sera vendue 10 % moins cher que le diesel, quel que soit son prix, à de gros utilisateurs, EDC, les distributeurs de carburants, ... Une proportion de 5 % d'huile de jatropha dans le diesel correspondrait à une production de 100 millions de tonnes d'huile de jatropha par an: chiffre inatteignable avant longtemps.

Le prix du riz

Le 30 Juin: 1kg de Thaïlande 4 500 riels; cambodgien n°1: 3 800; (4000 fin mai); qual. moyenne: 3 200 (id°); inférieure 2 500 (id°).

Errata n° 265

Le nombre des employés dans la Confection était en avril 2008 de 339 346, très près du record absolu de 349 442 (et non 449 442). - Dans l'article sur l'hévéaculture. Il faut lire non *juin d'œuvre* mais *main d'œuvre*, non *dojuinne* mais *domaine*, non *juine non illimité* mais *mais non illimité*, non *jointien du rythme* mais *maintien du rythme*. - enfin *s'agrandit* s'écrit avec un seul *g*, certains lecteurs nous l'ont fait remarquer, et le Petit Larousse leur donne entièrement raison.



Comme à la Maison

Delicatessen

Restaurant, Deli Shop & Catering

13 St 57, Phnom Penh - 023 360 801 / 012 951 869
www.commealamaison-delicatessen.com
 Tous les jours de 6h00 à 15h00 et de 18h00 à 22h30